

# La S.F.I.O. et le Front Unique

par Pierre FRANK

Il y a quarante ans que la question du front unique fut soulevée pour la première fois en France. La scission de Tours avait eu lieu environ deux années auparavant, donnant naissance à un jeune parti qui, alors, s'était donné pour objectif la conquête révolutionnaire du pouvoir, et laissant un parti socialiste déjà bien intégré dans la société capitaliste. Une division historique profonde de la classe ouvrière s'était produite, et la nécessité d'actions unies de celle-ci sur le plan politique devait sans cesse poser la question du front unique entre ces deux partis. Ils furent dans ces quarante années plus souvent farouchement opposés qu'unis. Les rares périodes d'unité des deux partis (Front populaire, Résistance, Libération) se firent d'ailleurs dans des blocs avec des partis bourgeois, et sur des objectifs limités dans le cadre du régime capitaliste, en dépit de la force et de la poussée de la classe ouvrière en ces périodes.

Depuis le déclenchement de la « guerre froide » en 1947, les rapports entre le P.C.F. et le P.S. n'avaient cessé d'être tendus. A certains moments la direction du P.C.F. avait fait des avances (on se souvient du vote des « pouvoirs spéciaux » contre la Révolution algérienne en mars 1956), mais à aucun moment le P.S. — pas même en mai 1958 — n'avait montré de disposition à se tourner vers le P.C.F.

Pendant la Quatrième République, le P.S. avait en fait servi de pivot au régime bourgeois. Dans ses rangs, on ne trouvait guère plus d'ouvriers. Par contre il était devenu, quant à sa composition, un parti d'élus, de fonctionnaires souvent élevés, de membres de professions libérales etc. Aussi, avons-nous entendu, pendant toutes ces années, nombre de personnes dire que le P.S. n'était plus un parti ouvrier, et que la politique préconisée fondamentalement par les trotskystes, à savoir le front unique et le gouvernement de front unique des partis ouvriers, était un simple attachement à des formules anciennes ayant perdu tout sens historique et, de ce fait, devenues complètement chimériques.

## NATURE DE CLASSE DES PARTIS SOCIAUX-DEMOCRATES

Avant d'examiner l'évolution des événements, rappelons ce que fut notre position théorique, des années durant, sur le Parti socialiste. Nous disions que, pour lui, comme pour toute formation politique, sa nature de classe ne peut être définie par sa politique à un moment donné, mais par la place qu'il occupe socialement dans le pays sur une longue période. La politique d'un parti peut varier considérablement, sa nature sociale ne le peut pas. Notamment, une formation qui est née comme parti ouvrier peut dans sa politique dégénérer d'une façon extrême, mais il lui est très difficile de changer de nature sociale. Les partis sociaux-démocrates européens, nés il y a plusieurs décennies comme partis d'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière — ce sera cette année le centième anniversaire de la fondation de l'organisation des travailleurs allemands — ont dégénéré ; ils s'appuient sur des couches arriérées de la classe, les moins combattives, les plus imbuës d'illusions parlementaires et les plus adaptées au régime capitaliste sous les conditions d'un régime de démocratie parlementaire. Les causes de cette dégénérescence ont été exposées par Lénine au lendemain de la trahison de 1914. Il n'y a pas de doute que le demi-siècle qui s'est écoulé depuis lors a montré, pour une série de partis sociaux-démocrates, et notamment pour le plus typique d'entre eux, le Parti social-démocrate allemand, que, sur la scène politique de leur pays, ils sont restés le principal parti ouvrier, tandis que les Partis communistes européens, à l'exception des Partis communistes de France, d'Italie, Grèce et Finlande, soit n'ont pas pu opérer une percée décisive dans la classe ouvrière, soit ont reculé après avoir eu une grande influence dans la classe ouvrière de leur pays.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, certains partis sociaux-démocrates ont procédé à des révisions programmatiques. Par exemple, en Hollande, en Allemagne et en Autriche, ils ont été jusqu'à rejeter toute conception de classe et à se présenter désormais comme des formations « populaires », s'adressant à toutes les bonnes volontés, à tous les citoyens, et non avant tout au prolétariat. C'est ce que demandent au Parti socialiste en France ceux qui l'invitent à devenir une organisation « travailliste ». En dépit des changements d'ordre programmatique effectués par ces partis — ce sont là des pas considérables sur la voie d'une dégénérescence accentuée — personne ne peut nier que ces partis, en Allemagne, en Autriche ou en Hollande, sont restés par leur position sur la scène politique de leur pays le principal parti ouvrier et n'ont pas réussi à devenir des partis hors classe sociale comme ils l'espéraient. Observons que le Labour Party britannique, dont personne ne peut contester qu'il est le principal parti ouvrier en Angleterre, ne s'est jamais présenté *programmatically* comme un parti de classe. (1)

## NATURE DE CLASSE DU PARTI SOCIALISTE EN FRANCE

Le cas du Parti socialiste en France — qui était assez semblable à ceux des autres partis sociaux-démocrates avant la guerre de 1939 et dont personne ne mettait alors en doute qu'il était un parti ouvrier — a donné lieu depuis la fin de cette guerre à des contestations qui se basaient sur un fait incontestable, sa très faible composition ouvrière. Nous ne mentionnons pas sa politique parce qu'elle est de même nature que celle de tous les partis socialistes européens, une politique bourgeoise libérale, pas même toujours libérale, comme les

Algériens ont pu s'en rendre compte. Le principal argument avancé contre le point de vue que le Parti socialiste était resté un parti ouvrier se basait essentiellement sur le petit nombre d'ouvriers qui en étaient membres et sur ses faibles positions dans le mouvement syndical.

Nous nous sommes toujours opposés à une définition de la nature sociale reposant sur un seul critère, et qui faisait abstraction de toute l'histoire de la société française sur une longue période. Nous faisons aussi observer qu'on ne pouvait pas expliquer les liens du Parti socialiste avec les principaux partis ouvriers si celui-ci avait cessé d'être un parti ouvrier. Ces liens sont lâches ? Mais jamais les partis socialistes n'ont eu entre eux des liens comparables à ceux qui existent entre les Partis communistes ; d'ailleurs une manifestation de la dégénérescence de ceux-ci consiste dans le fait qu'ils tendent à avoir entre eux des liens de type social-démocrate. En tout cas, on n'a jamais connu de liaisons internationales dans la même Internationale socialiste entre les partis sociaux-démocrates et un parti bourgeois, comme les radicaux de France par exemple.

Pendant longtemps la question de la nature sociale du Parti socialiste de France resta cependant un objet de discussion pour les uns, d'autres se bornant à tourner en dérision notre conception. Ce ne pouvait enfin être un problème pour ceux qui, avec une certaine aide du P.S.U., estompent la notion marxiste de classe... pour se tourner vers les nouvelles classes moyennes. Si la routine de la vie quotidienne peut pendant longtemps dissimuler la nature profonde des choses, les événements décisifs sont toujours révélateurs de celle-ci. Ce que l'on a vu aux élections de novembre 1962 n'est pas une opération accidentelle, mais le résultat différé de l'effondrement de la démocratie parlementaire en mai 1958 en raison de la nature sociale du Parti socialiste.

## DE MAI 1958 A NOVEMBRE 1962

Il est tout à fait vrai que Guy Mollet fut un des principaux artisans de l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, que cette attitude de sa part aggrava la défaite que subit la classe ouvrière. Cette responsabilité personnelle ainsi que la responsabilité du Parti socialiste dans son ensemble ne doivent jamais être oubliées, mais ne suffisent pas à caractériser à elles seules le Parti socialiste. Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler l'ensemble de l'opération pour mieux éclairer ce qui s'est passé aux dernières élections.

Pendant toute la première partie de la crise de mai-juin 1958, le Parti socialiste fut officiellement contre de Gaulle. A l'exception de Lacoste, le groupe parlementaire est unanime et même, le 26 mai, se prononce pour la grève lancée par la C.G.T. et la manifestation prévue pour le 28. C'est seulement le 27 mai que le Comité directeur désavoue, pour la première fois, le groupe parlementaire et ce par 17 voix contre 9, sur un effectif de 45 membres (dont 43 molletistes). L'acceptation de de Gaulle était acquise par 77 voix contre 74 dans une réunion groupant membres du Comité directeur, députés et sénateurs. Ces chiffres se décomposaient comme suit : membres du Comité directeur : 18 pour, 23 contre ; députés : 40 pour, 50 contre ; sénateurs : 19 pour, 1 contre.

Lorsque se forma le Parti socialiste autonome (qui devait ultérieurement trouver sa place dans le P.S.U.), on pouvait penser qu'il allait entraîner avec lui la partie ouvrière du P.S., et notamment une partie importante de la Fédération socialiste du Nord — la plus ouvrière du P.S. — qui avait appuyé l'ordre de grève donné par la C.G.T. Il n'en fut pas ainsi et la scission qui suivit l'arrivée de de Gaulle au pouvoir ne transforma pas fondamentalement le Parti socialiste. L'explication de l'attitude du Parti socialiste réside avant tout dans le fait que ses cadres dirigeants ont pensé, en vulgaires opportunistes qu'ils sont, qu'il s'agissait seulement de donner à de Gaulle le pouvoir pour le temps de résoudre l'affaire algérienne, et qu'ensuite la démocratie parlementaire retrouverait tous ses droits. De telles illusions existaient dans la direction socialiste, comme chez de nombreux politiciens bourgeois, au lendemain de la signature des accords d'Evian, et cela explique les pourparlers dits de l'Alma qui devaient se développer jusqu'au contrat des « non » pour le référendum et les élections d'octobre et de novembre 1962.

## UN COURANT DE BASE QUI A GROSSI

Nous avons tracé à grands traits ce qui s'est passé à la direction du P.S. En même temps, à la base, se produisaient des transformations peu spectaculaires. Nous les signalons dès le mois d'avril 1959, à la suite des élections municipales de mars 1959.

« Alors que depuis plusieurs années, on assistait à des réticences croissantes des électeurs socialistes à voter au second tour pour des candidats communistes mieux placés... et cette tendance se manifesta encore aux élections législatives de novembre 1958 ; depuis quelques semaines on a vu apparaître la tendance contraire : malgré les consignes des dirigeants socialistes, un grand nombre d'électeurs a reporté ses voix sur les candidats communistes ; et aux élections municipales des accords se sont faits en d'assez nombreux endroits à travers toute la France, pour des listes uniques au second tour. » (Quatrième Internationale, n° 6, mai 1959, « Un an de gaullisme », page 35.)

Cette tendance n'a fait que se renforcer sous le régime

« travaillisme » en France, c'est que le Parti socialiste, déjà peu lié au mouvement syndical, arrache toutes ses racines de classe et devienne un parti radical de gauche.

(2) Il faudrait au moins un article pour répondre au commentaire de Guy Mollet sur les vingt et une conditions du Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. Ce qu'on doit cependant souligner ici, c'est que

gaulliste, elle a trouvé la force d'obliger Guy Mollet à tourner et a pris une grande ampleur aux élections législatives de novembre 1958.

## LES CAUSES DU TOURNANT DE GUY MOLLET

« Je n'ai pas changé », a déclaré Guy Mollet au récent Conseil National du Parti socialiste. Il n'a certainement pas changé, mais les temps, eux, ont changé. Avant les élections, il espérait gagner sur la droite et sur la gauche : il avait un contrat avec les partis de la démocratie bourgeoise, et il était certain du désistement, sans engagement préalable des candidats communistes, la direction du P.C.F. ayant déclaré qu'elle était prête à se désister en faveur d'Indépendants comme le chanoine Kir. Mais le référendum lui fit voir que les partis n'étaient pas en état de tenir leurs promesses, les électeurs ne les suivant plus. D'autre part, en faisant, quatre jours avant les élections, une déclaration de désistement en faveur des communistes mieux placés, il rompait le contrat des « non », permettait le déclenchement d'une campagne « anti-Front populaire ». Pourquoi l'a-t-il fait ?

Nous laisserons de côté ce qu'il a déclaré au Conseil National du P.S. sur ce qu'il considère être les spécificités du Parti communiste, où il a témoigné pour dire le moins de sa médiocrité et de son ignorance en matière historique et théorique (2). Mais nous devons relever sa crainte d'un régime à la Salazar et son penchant à refaire un parti « agressif, dur, pur », ces adjectifs devant être pris dans un contexte social-démocrate. Tout en ne prétendant pas sortir du cadre d'une opération électorale avec le P.C.F., il a quand même laissé entrevoir de lointaines perspectives différentes sur l'unité ouvrière.

La référence à un régime à la Salazar est la plus significative des préoccupations de Guy Mollet. Il a acquis avec le dernier référendum la conviction que le régime se développait dans une direction telle que les avantages que la social-démocratie tirait de la démocratie parlementaire (députés, maires, conseillers généraux, postes divers dans l'appareil d'Etat...) étaient menacés, que si le P.S. ne réagissait pas, ne se montrait pas « dur », « agressif », s'il ne se tournait pas vers ceux qui peuvent défendre ces avantages, à savoir les ouvriers, il risquait de sombrer dans le néant comme un quelconque Centre National des Indépendants. Dans ces conditions, non seulement Guy Mollet voulait bien tenir compte du courant de base pour une entente socialiste-communiste, mais il préféra en prendre la direction pour ne pas se laisser déborder par lui.

## DES DESISTEMENTS AU FRONT UNIQUE

Nous sommes entrés dans une situation nouvelle : la S.F.I.O. se trouve placée dans des conditions où elle a dû renoncer à son attitude plus que négative depuis quinze ans envers le P.C.F. De ce fait, la question du front unique se pose dans des conditions nouvelles, c'est-à-dire d'une façon plus accessible à de grandes masses, d'une façon qui apparaît plus réaliste que dans les années passées. Mais, de l'opération électorale telle que la conçoit Guy Mollet à un front unique de défense et, ensuite, à un bloc politique contre de Gaulle et son régime, il reste à franchir bien du terrain et bien des obstacles. C'est une question sur laquelle nous aurons plus d'une occasion de revenir longuement, nous nous bornerons aujourd'hui à en donner quelques grandes lignes.

La direction du P.C.F., plus encore que par le passé, ne voit le front unique possible que sur la base d'un accord autour d'une politique opportuniste, comme ce fut le cas lors du Front populaire, de la Résistance et de la Libération. La force du prolétariat fut alors ligotée par cette politique, destinée à s'assurer l'alliance des partis bourgeois. A présent, les partis ouvriers n'auront même pas l'excuse de la présence dans la politique française de partis bourgeois importants susceptibles d'entrer dans une coalition avec eux. Le régime gaulliste aura assuré du moins le fait que les deux partis ouvriers restent pratiquement seuls en présence contre lui.

La direction du P.C.F. a depuis des années oscillé entre une conception du front unique « par le haut », en avançant une politique opportuniste, et une conception de front unique « par en bas », en avançant des mots d'ordre conformes à sa propre politique internationale répondant en premier lieu aux nécessités de la politique extérieure du Kremlin sur laquelle la direction du P.C.F. se trouve alignée. De ce fait il n'y a eu front unique ni « par le haut » ni « par le bas ». Sur la question de la défense des droits et intérêts ouvriers dans des circonstances graves, il sera désormais moins difficile de parvenir à des accords. Mais le front unique socialiste-communiste ne peut prendre tout son essor que si ces partis mobilisent les masses, au-delà de la défense des positions acquises, sur des objectifs généraux, comportant également une perspective de gouvernement de front unique des formations du mouvement ouvrier.

Un parti réformiste comme le parti socialiste, ne se montrera jamais prêt de lui-même à faire sien un programme audacieux qui mette en cause le régime capitaliste et qui comporte une formule gouvernementale pour réaliser ce programme. Il faut qu'un courant de masse oblige la direction du Parti socialiste à tourner pour qu'elle ne risque pas d'être débordée par le déve-

(Suite page 8.)

ignorance mise à part, Guy Mollet procède en ennemi avisé à une confusion voulue en identifiant le marxisme révolutionnaire des premiers Congrès de l'Internationale Communiste avec la dégénérescence stalinienne et ses conséquences : régime bureaucratique, parti unique, etc. Enregistrons aussi que les sympathies de Guy Mollet vont à Khrouchtchev contre Mao Tsé-Tung.